



**SOMMAIRE**

Point 13 de l'ordre du jour:

Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle ( <i>suite</i> )	
Questions posées aux représentants des autorités administrantes ( <i>fin</i> )	567
Demandes d'audience ( <i>suite</i> )	
Demandes concernant le point 13 de l'ordre du jour ( <i>suite</i> )	570

**Président:** M. Frederick H. BOLAND (Irlande).

**POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle\* (A/4092, A/4093, A/4094, A/C.4/395, T/SR.954 à 963) [*suite*]**

**QUESTIONS POSÉES AUX REPRÉSENTANTS  
DES AUTORITÉS ADMINISTRANTES (*fin*)**

1. M. ABIKUSNO (Indonésie) rappelle qu'à la 846<sup>ème</sup> séance M. Kémajou, président de l'Assemblée législative du Cameroun sous administration française, a affirmé qu'aucun groupement ne pouvait revendiquer le monopole des aspirations du peuple camerounais à l'indépendance et à la réunification. Au paragraphe 138 de son rapport sur le Cameroun sous administration française (T/1427 et T/1434<sup>1</sup>), la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1958) dit que "certains groupes" demandent la dissolution de l'Assemblée législative actuelle et l'organisation de nouvelles élections, soit à une nouvelle assemblée législative, soit à une assemblée constituante. M. Abikusno aimerait connaître le nom des groupes en question et savoir s'ils sont représentés dans l'Assemblée législative actuelle, s'ils ont pris part aux élections du 23 décembre 1956 et s'ils possèdent encore une certaine influence politique. Puisque tout le pays semble s'accorder à souhaiter l'indépendance, M. Abikusno voudrait savoir pour quelle raison ces groupes demandent de nouvelles élections.

2. Le représentant de l'Indonésie demande aussi sur quelles questions a porté la campagne électorale de décembre 1956 et ce qui différencie les pouvoirs législatifs de l'Assemblée législative issue des élections de ceux de l'Assemblée territoriale qu'elle a remplacée.

3. Si l'on sait, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1960, que le Cameroun méridional ou l'ensemble du Cameroun sous

\* Conformément à la résolution 1281 (XIII) de l'Assemblée générale.

<sup>1</sup> Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/4092.

administration britannique souhaite la réunification, le Gouvernement actuel du Cameroun sous administration française envisagerait-il d'organiser un plébiscite pour décider de la forme sous laquelle la réunification devra s'effectuer? Quelles sont les vues de ce gouvernement sur la question? Se propose-t-il d'organiser de nouvelles élections pour constituer les organes législatifs appropriés?

4. M. Foncha, premier ministre du Cameroun méridional, a dit à la 846<sup>ème</sup> séance que le Cameroun méridional, s'il demeurerait sous tutelle, s'unirait volontiers au Cameroun septentrional. M. Abikusno lui demande comment il envisage cette union. Croit-il qu'elle ne serait possible qu'une fois le Cameroun méridional séparé de la Nigéria, ou croit-il qu'elle puisse avoir lieu avant cette séparation? De même M. Foncha conçoit-il une unification avec le Territoire sous administration française après ou avant l'union des Camerouns septentrional et méridional? Accepterait-il que cette unification ait lieu une fois le Cameroun méridional séparé de la Nigéria, mais avant son union avec le Cameroun septentrional?

5. M. Foncha a dit également qu'il ne souhaitait pas que la réunification soit l'une des formules proposées lors d'un plébiscite. M. Abikusno lui demande comment, en ce cas, le corps électoral pourra exprimer ses vœux en la matière et s'ils feraient l'objet d'un deuxième plébiscite; dans l'affirmative, ce plébiscite porterait-il aussi sur les problèmes éventuels entre le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional? M. Foncha envisage-t-il que la réunification ait lieu avant ou après l'indépendance du Cameroun sous administration française et connaîtra-t-on les aspirations du Cameroun méridional avant le 1<sup>er</sup> janvier 1960?

6. Au paragraphe 167 de son rapport sur le Cameroun sous administration britannique (T/1426 et Add. 1<sup>2</sup>), la Mission de visite dit que l'un des deux partis du Cameroun méridional — probablement celui dont M. Foncha est le chef — semble encore conserver l'espoir qu'une union est réalisable entre le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional. M. Abikusno voudrait savoir s'il peut présumer que le Cameroun septentrional serait disposé à s'unir au Cameroun méridional dans le cas où ce dernier resterait dans la Fédération nigérienne. Il demande également si, au cas où l'Organisation des Nations Unies conclurait qu'un plébiscite s'impose au Cameroun septentrional, les habitants de cette zone seraient disposés à l'accepter et pour quelles raisons.

7. M. JHA (Inde) dit que, s'il comprend bien, le nouvel Etat du Cameroun sera un Etat pleinement souverain, comme n'importe quel Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, et que son association avec la France ou un autre pays ne limitera nullement son indépendance. Dans ces conditions, il de-

<sup>2</sup> Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/4093.

mande si la France a l'intention de patronner une demande d'admission du nouvel Etat à l'Organisation des Nations Unies.

8. M. Foncha a dit que le Cameroun méridional devrait faire sécession de la Nigéria et constituer une entité distincte qui resterait pendant quelque temps sous tutelle en étant administrée par le Royaume-Uni. M. Jha voudrait savoir quelle solution M. Foncha envisagerait dans le cas où il serait impossible de trouver une formule de réunification acceptable après cette prolongation du régime de tutelle. Si l'Organisation des Nations Unies décidait d'organiser un autre plébiscite pour déterminer si les populations du Cameroun méridional veulent faire partie du nouvel Etat du Cameroun et si ces populations se prononcent pour la négative, M. Foncha envisagerait-il de constituer un Cameroun méridional libre et indépendant, ou bien de prolonger encore la tutelle pour une durée indéterminée? Si l'on envisageait la création d'un Etat indépendant du Cameroun méridional, il serait intéressant de savoir quelles sont les recettes fiscales du Territoire et quels seraient ses moyens d'existence probables en tant qu'Etat indépendant; en d'autres termes, M. Foncha estime-t-il que le Cameroun méridional serait un Etat viable?

9. M. KENNEDY (Irlande) demande à la délégation du Royaume-Uni d'indiquer si elle croit qu'il serait possible de prolonger la tutelle sur le Cameroun méridional pendant la période dont a parlé M. Foncha, étant donné les circonstances nouvelles créées par l'indépendance de la Nigéria.

10. M. Foncha pourrait-il exposer les conditions auxquelles le Cameroun méridional accepterait de s'unir avec ce qui est actuellement le Cameroun sous administration française? Il a dit que cette union devrait s'effectuer sous forme d'une fédération. La fédération est-elle une condition *sine qua non*? Dans la négative, M. Foncha accepterait-il la formation d'un Etat unitaire?

11. En ce qui concerne la question qui serait posée aux populations du Cameroun méridional au cas où il y aurait un plébiscite, M. Foncha a dit que l'alternative devrait être la suivante: sécession d'avec la Nigéria ou intégration à la Nigéria. Ne croit-il pas que la question devrait représenter de manière plus précise toutes les possibilités qui s'offrent aux habitants, à savoir l'intégration à la Nigéria, l'union avec le nouvel Etat du Cameroun, la prolongation de la tutelle et la création d'un Etat indépendant du Cameroun méridional? Il pense peut-être que la question dépend de l'issue des négociations avec le Cameroun sous administration française: en ce cas, admet-il que ces négociations devraient être la condition préalable nécessaire à la consultation du corps électoral? Dans l'affirmative, quand commenceraient-elles?

12. M. PACHACHI (Irak) rappelle que, comme il l'a souligné à la séance précédente, la délégation du Royaume-Uni a souvent informé le Conseil de tutelle que l'union existant entre la Nigéria et le Cameroun sous administration britannique avait pour seule raison d'être la commodité administrative, qu'administrer le Cameroun en tant qu'entité distincte créerait des difficultés auxquelles l'Autorité administrante ne voulait pas avoir à faire face. Il aimerait donc savoir si le Royaume-Uni aurait maintenant ou plus tard moins de difficultés à administrer le Cameroun séparément de la Nigéria et si le Cameroun méridional actuel serait viable.

13. A la 846ème séance, M. Endeley, chef du parti de l'opposition à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, a dit que son parti se méfiait de ce qu'il appelait l'intérêt de la onzième heure manifesté par certains partis politiques du Cameroun sous administration française. M. Pachachi présume qu'il s'agit des partis qui sont maintenant représentés à l'Assemblée législative du Cameroun sous administration française et qui n'existaient pas avant 1957. Il demande à M. Endeley sur quoi se fonde sa méfiance puisque les partis en question ne partagent manifestement pas ce qu'il a appelé les tendances révolutionnaires de l'Union des populations du Cameroun (UPC).

14. A propos du septième point de son programme, M. Endeley a dit qu'il faudrait qu'une majorité importante se dégage du vote pour remplacer le statut actuel par un nouveau statut jamais encore appliqué. M. Pachachi se demande ce que M. Endeley entend par majorité importante et si, dans le cas où la majorité ne serait pas importante, il refuserait d'accepter un changement de statut, ce qui reviendrait à permettre à la minorité d'imposer son opinion.

15. M. Foncha et M. Endeley s'accordent à penser que l'une des solutions qui devraient être proposées lors d'un plébiscite devrait être la continuation de l'association avec la Nigéria, mais ils ne sont pas d'accord sur les autres questions à poser. Etant donné cette divergence de vues, M. Pachachi demande s'ils seraient d'accord pour admettre qu'un plébiscite offre le choix entre les trois solutions suivantes: premièrement, association avec la Nigéria; deuxièmement, unification avec le Cameroun sous administration française; troisièmement, continuation du régime de tutelle.

16. En ce qui concerne le Cameroun sous administration française, M. Pachachi attire l'attention de la Commission sur la déclaration relative au rôle de l'UPC qui figure au paragraphe 58 du rapport de la Mission de visite et il demande à M. Ahidjo, premier ministre de ce territoire, à quelles régions du Cameroun l'UPC a limité ses activités.

17. Le représentant de l'Irak aimerait également savoir si M. Ahidjo pense, comme la Mission de visite, que les organisations mentionnées au paragraphe 128 du rapport de cette mission comptent parmi les plus importants des partis et groupements politiques existant dans le Territoire et représentent une fraction importante de l'opinion publique.

18. Sir Claude COREA (Ceylan) demande s'il existe au Cameroun sous administration française des lois ou règlements autorisant les pouvoirs publics à arrêter et à détenir des personnes pour des délits politiques sans que ces personnes fassent l'objet d'une inculpation et d'un jugement. Il voudrait également savoir si des personnes sont actuellement détenues dans de telles conditions et, dans l'affirmative, si elles jouiront des droits énoncés dans la loi d'amnistie.

19. En deuxième lieu, sir Claude Corea demande si, au cas où le Cameroun sous administration française déciderait, une fois indépendant, de faire partie de la Communauté française, il n'en résulterait aucun amoindrissement de la souveraineté et de l'indépendance du Territoire.

20. En troisième lieu, le représentant de Ceylan voudrait que M. Ahidjo précise si le Gouvernement du Cameroun sous administration française se propose d'organiser des élections peu après l'accession à l'indé-

pendance, si aucune élection n'a eu lieu d'ici là, et, dans l'affirmative, si le gouvernement attendra que ces élections aient eu lieu pour décider de toute question concernant l'établissement de liens avec un autre gouvernement.

21. M. ZULOAGA (Venezuela) demande si M. Foncha pourrait donner à la Commission des renseignements complémentaires sur la situation économique du Cameroun sous administration britannique.

22. D'après la section 1 de la partie C de l'annexe I du rapport de la Mission de visite (T/1426 et Add.1), qui a trait à la division de Victoria, il semble qu'en dehors de la Cameroons Development Corporation, les entreprises commerciales les plus importantes sont les sociétés Elders and Fyffes Ltd. et Pamol Ltd. M. Zuloaga voudrait savoir dans quelle mesure ces entreprises sont intégrées à l'économie de la région, à qui appartiennent les plantations et qui organise les transports et les ventes. Il voudrait également savoir si le Gouvernement du Cameroun méridional est partie à ces transactions commerciales.

23. Le représentant du Venezuela aimerait connaître l'opinion de M. Ahidjo sur la déclaration contenue dans le mémorandum signé par MM. Endeley et Mbile, qui figure à la section a de l'annexe II au rapport de la Mission de visite sur le Cameroun sous administration britannique, et selon laquelle la France s'est toujours refusée à encourager la formation de partis politiques véritables, ce qui a entraîné cette situation ridicule d'un gouvernement parlementaire qui dépend de blocs tribaux et non de partis politiques véritables. Il est difficile de comprendre cette déclaration, étant donné la grande activité politique qui règne au Cameroun sous administration française.

24. M. VIDIC (Yougoslavie), se référant à la déclaration faite par M. Kémajou à la 846ème séance, voudrait connaître l'opinion de M. Ahidjo sur la question de la réconciliation au Cameroun sous administration française. Il aimerait également connaître le point de vue de M. Ahidjo touchant la possibilité d'organiser des élections à l'heure actuelle et sur la mesure dans laquelle de telles élections pourraient contribuer à une expression politique de cette réconciliation avant l'accession à l'indépendance.

25. Le représentant de la Yougoslavie voudrait également savoir ce que M. Ahidjo pense de la possibilité d'unifier toutes les parties du Cameroun de façon à en faire une seule entité territoriale indépendante. Il aimerait également que M. Ahidjo expose en détail la position de son gouvernement sur la question de l'unification du Cameroun sous administration française et du Cameroun méridional sous administration britannique, et notamment sur le programme qui serait adopté, les dates qui seraient fixées et les moyens qui seraient employés pour réaliser cette unification. M. Ahidjo estime-t-il utile et nécessaire que la question de l'avenir du Cameroun méridional soit réglée avant le 1er janvier 1960?

26. M. Vidić aimerait également connaître l'opinion de M. Foncha sur cette question. Il semble, d'après sa déclaration, que M. Foncha n'exclut pas, comme le fait la Mission de visite, la possibilité de voir le Cameroun septentrional séparé de la Fédération nigérienne et réuni au Cameroun méridional. Il aimerait savoir quels sont les arguments de M. Foncha touchant la nécessité d'un plébiscite au Cameroun septentrional et quelles sont les questions qui, à son avis, devraient alors être posées.

27. M. MUFTI (République arabe unie), se référant à l'article premier de la loi d'amnistie (A/C.4/395), demande à qui il appartiendra de décider si les faits commis antérieurement au 1er janvier 1959 ont un caractère politique ou sont en rapport direct avec des incidents d'origine politique.

28. A propos de l'article 2, il aimerait savoir comment on prévoit de composer la commission mentionnée dans cet article, quand le décret qui déterminera sa composition sera promulgué et si le texte de ce décret pourra être communiqué à l'Assemblée générale pendant la présente session.

29. En ce qui concerne l'article 9, il voudrait savoir si la demande des victimes de l'infraction ou de leurs ayants droit pourra entraîner la non-application de la loi d'amnistie, et en particulier des dispositions relatives aux peines encourues pour atteinte aux libertés individuelles.

30. M. Mufti demande en outre si on a déposé des amendements à la loi d'amnistie lorsqu'elle a été discutée à l'Assemblée législative et, dans l'affirmative, ce qu'étaient ces amendements, qui les avait proposés et quelle décision a été prise à leur sujet.

31. Le représentant de la République arabe unie demande à la délégation du Royaume-Uni quel est le chiffre approximatif de la population de la partie du Cameroun septentrional située au sud de la Bénoué, à savoir dans les districts de Verre, Chamba, Tongo, Gashaka, Mambila, Ndoro, Tigon et Kentu.

32. M. ESPINOSA Y PRIETO (Mexique) aimerait savoir quelle est l'opinion de M. Ahidjo et de M. Foncha sur les possibilités d'unification. Bien que la Commission n'ait aucun renseignement détaillé sur la structure constitutionnelle de l'Etat indépendant du Cameroun, il semble qu'il s'agira d'un système unitaire de gouvernement. Le Cameroun méridional sous administration britannique fait actuellement partie d'un système fédéral. Serait-il concevable, de l'avis de M. Ahidjo, que les quatre cinquièmes de l'Etat indépendant du Cameroun continuent à avoir un système unitaire et l'autre cinquième un système fédéral?

33. M. Espinosa y Prieto voudrait également savoir si M. Foncha considère qu'au cas où le Cameroun méridional serait réuni à l'Etat indépendant du Cameroun, il accepterait d'être divisé de façon que chacune de ses six divisions actuelles devienne une circonscription administrative d'un Etat unitaire centralisé.

34. M. CARPIO (Philippines) fait observer que, depuis des années, certains sont opposés à ce que l'Assemblée générale adopte des résolutions demandant aux autorités administrantes des territoires sous tutelle de fixer des dates pour la réalisation des objectifs du système international de tutelle, en prétendant que la complexité du problème empêche de donner suite à une telle demande. Or l'Assemblée constate maintenant que plusieurs territoires sous tutelle auront atteint ces objectifs avant la fin de 1960. M. Carpio voudrait demander aux représentants du Royaume-Uni et de la France si l'évolution qui s'est produite a été telle que les Autorités administrantes n'ont pas pu la prévoir deux ou trois ans avant la présente session et en avertir d'avance l'Assemblée générale, en quoi elles se seraient conformées aux nombreuses résolutions adoptées sur cette question.

35. En second lieu, on a dit à l'Assemblée que, par son intégration à une Nigéria indépendante, le Cameroun sous administration britannique atteindrait

les objectifs du régime de tutelle. M. Carpiò demande au représentant du Royaume-Uni si la réalisation de ces objectifs dépend de l'accession de la Nigéria à l'indépendance et, dans le cas où il en serait ainsi, quels sont les objectifs du régime de tutelle que le Territoire aura alors atteints, puisque la Charte des Nations Unies range, parmi les objectifs du régime de tutelle, l'autonomie ou l'indépendance, mais non l'intégration ou le rattachement à un autre territoire. Il note, à cet égard, qu'en dépit des assurances données par les autorités administrantes à l'Assemblée générale que les unions administratives n'affectent en aucune manière le statut propre aux territoires sous tutelle, il semble bien, à en juger par ce qui s'est passé dans l'ancien territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique et ce qui se passe maintenant au Cameroun sous administration britannique, que les unions administratives conduisent inévitablement à l'annexion des territoires sous tutelle.

36. En ce qui concerne le Cameroun sous administration française, il note que le statut du Territoire, reproduit à l'annexe II du rapport de la Mission de visite, ne contient aucune disposition prévoyant le transfert au Gouvernement camerounais, avant le 1er janvier 1960, des pouvoirs exercés par la République française en vertu de l'article 23. Cependant, on a déclaré à l'Assemblée qu'avec la promulgation de ce statut, le Territoire était arrivé à la dernière phase de son évolution constitutionnelle précédant l'accession à l'indépendance. La Commission ne sait donc pas quel sera en fait le degré d'indépendance qui sera atteint à la date à laquelle on demande à l'Assemblée de mettre fin à l'Accord de tutelle. Comme la Commission pourra difficilement mettre au point une résolution tant que ce point n'aura pas été éclairci, M. Carpio voudrait savoir si d'autres accords sont envisagés pour assurer le transfert des pouvoirs en question.

37. M. SOPIEE (Fédération de Malaisie) rappelle que, dans la déclaration qu'il a faite à la 846ème séance, M. Foncha a dit que la majorité de la population du Cameroun méridional était en faveur d'une sécession du Cameroun méridional et de la Nigéria avant que cette dernière ait atteint l'indépendance, du maintien du régime de tutelle sous une forme modifiée pendant une courte période au cours de laquelle le Cameroun méridional s'acheminerait vers une indépendance totale et d'une unification sous forme de fédération avec le Cameroun sous administration française si une telle unification se révélait possible. M. Foncha a également dit, dans sa déclaration radio-diffusée du 16 janvier 1959 (T/1426 et Add.1, annexe VI, sect. b), que la question de l'unification de-

vrait être réglée par des territoires devenus indépendants, plutôt que par des territoires encore sous administration britannique ou française. Ces déclarations donnent l'impression que l'on envisage peut-être la formation d'un Cameroun méridional indépendant; si M. Foncha pouvait dire exactement à quel stade son gouvernement envisage de consulter le Gouvernement du Cameroun sous administration française, cela permettrait peut-être de dissiper l'incertitude où l'on se trouve en ce qui concerne le programme de son gouvernement. En particulier, M. Sopiée demande si le Gouvernement de M. Foncha envisage d'engager des négociations sur la question de l'unification avec le Gouvernement actuel du Cameroun sous administration française ou s'il pense que de nouvelles élections devraient avoir lieu dans l'un ou l'autre territoire ou dans les deux territoires.

38. M. Sopiée demande à M. Ahidjo si l'intention de son gouvernement est que le Cameroun soit d'une façon ou d'une autre associé à la France, après avoir accédé à l'indépendance, et de quelle façon il compte s'informer des vœux de la population concernant la forme que l'unification avec le Cameroun méridional pourrait prendre.

39. M. YANG (Chine) demande quelle est l'opinion de M. Foncha, de M. Endeley et du malam Abdullahi, ministre des affaires du Cameroun septentrional dans le Gouvernement de la région du Nord de la Nigéria, en ce qui concerne la modification éventuelle du tracé des frontières mentionnée au paragraphe 165 du rapport de la Mission de visite sur le Cameroun sous administration britannique, modification qui aurait pour résultat de rattacher au Cameroun méridional certaines zones qui font actuellement partie du Cameroun septentrional.

#### ***Demandes d'audience (A/C.4/394/Add.3)*** **[suite]**

#### **DEMANDES CONCERNANT LE POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR (A/C.4/394/ADD.3) [suite]**

40. Le PRESIDENT déclare que le Secrétaire général a reçu un télégramme, en date du 22 février 1959, de Mme Gertrude Omog demandant une audience au nom de la Jeunesse démocratique du Cameroun, pour exposer la situation politique au Cameroun sous administration française. Si aucune objection n'est formulée, il considérera que la Commission accepte de faire droit à cette demande.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 12 h. 35.